



Monsieur le Premier ministre,

A l'occasion de l'examen du projet de loi de règlement du budget, je veux ici saluer le fait que le Gouvernement ait accepté l'inscription dans la procédure budgétaire de l'évaluation des politiques publiques.

Votre Gouvernement a bénéficié d'un alignement favorable des planètes, mais comme le souligne la cour des comptes, cette amélioration du solde budgétaire sans effort, ne pourra être obtenue indéfiniment **car vous n'avez pas su utiliser ce phénomène de croissance à bon escient.**

Votre Gouvernement est incapable de prendre les décisions qui permettraient de maîtriser la dépense publique.

Les dépenses de l'Etat, se sont même **envolées de 12 milliards d'euros en un an**, dont 10,6 milliards (hors dette et pension) sur le champ des seuls ministères. Soit une croissance de 4.8%, alors que vous imposez aux collectivités une contractualisation, avec une progression de 1.2%.

Ainsi, la dette de l'ensemble des administrations publiques est passée de 96.6% à 96.8% du PIB entre 2016 et 2017.

L'assainissement des comptes publics est une véritable bombe à retardement, et vous mettez en avant la baisse du déficit sous la barre des 3%, **alors que tous les autres indicateurs se dégradent** ; la cour souligne que cette amélioration « du solde budgétaire s'avère en réalité peu significative ».

D'autant que le déficit de l'Etat reste trop élevé : **il est encore supérieur de près de 22**

milliards d'euros au niveau qui permettrait de stabiliser la dette dans le PIB.

Ceci, sans compter le risque préoccupant que ferait peser une remontée des taux d'intérêt.

La vérité, c'est que la pression fiscale a été portée à son paroxysme et que pour satisfaire des promesses de campagne vous reportez l'ensemble des efforts à la fin du quinquennat.

Quand comptez-vous prendre vos responsabilités et vous engagez sérieusement dans des réformes structurelles porteuses d'une meilleure efficience du service public à un coût maîtrisé ?